

Samedi 15 janvier 2011, 10 heures

Gouvernement français, Union européenne, administration américaine...

BAS LES PATTES DEVANT LA TUNISIE !

C'EST AU PEUPLE TUNISIEN ET À LUI SEUL DE DÉCIDER DE SON AVENIR !

Ben Ali a fui. C'est l'inquiétude dans tous les cercles dirigeants mondiaux. Depuis des semaines, la jeunesse, les travailleurs avec leurs organisations, dont l'UGTT, la population dans son ensemble se sont dressés pour en finir avec ce régime.

Des dizaines de morts, des milliers de blessés, des milliers d'arrestations pour avoir simplement exigé « *De l'eau, du pain, pas Ben Ali !* ».

Le peuple tunisien voulait en finir avec ce régime dictatorial soutenu par toutes les grandes puissances parce qu'il applique fidèlement toutes les exigences de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

Mais la mobilisation du peuple a abouti à la chute de Ben Ali.

Immédiatement, les mêmes gouvernements de l'Union européenne et des Etats-Unis qui le soutenaient hier se félicitent du processus annoncé de « *transition constitutionnelle* » qui voit les généraux décréter le couvre-feu, le Premier ministre de Ben Ali devenir président par intérim et les partis d'opposition conviés à le rencontrer pour la mise en œuvre de cette « transition ».

Pour le Parti ouvrier indépendant (membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui a tenu en novembre 2010 une conférence mondiale à Alger « *contre la guerre et l'exploitation* », coorganisée avec le Parti des travailleurs d'Algérie et l'UGTA), c'est au peuple et seulement à lui de décider de son avenir, et non au gouvernement français, à l'Union européenne, aux Etats-Unis ou au FMI, eux qui cherchent encore aujourd'hui à préserver ce régime.

C'est à la jeunesse sacrifiée, c'est aux travailleurs avec leurs organisations, dont l'UGTT, de définir l'avenir, à l'inverse de ce qu'on leur imposait jusqu'alors au compte des multinationales.

C'est au peuple tunisien dans son ensemble de décider de son avenir, ce qui lui a été refusé jusqu'à présent au nom de la soumission aux plans de l'Union européenne et du FMI.

Et certainement pas à ces gouvernements — comme le gouvernement français — qui, pendant vingt-trois ans, ont soutenu ce régime, et qui, à travers l'accord d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI, ont pillé le pays, écrasé économiquement et socialement la jeunesse et les travailleurs, tout en alimentant la corruption du régime.

Ce ne sont pas ceux-là, gouvernement français, Union européenne, Etats-Unis, qui peuvent décider, comme ils l'ont déjà fait dans d'autres pays — comme en Côte-d'Ivoire, par exemple, où, au nom de la « transition », on impose des accords entre fractions du régime et opposition, avec pour résultat de conduire la Côte-d'Ivoire au bord de l'explosion et de la guerre.

La seule voie pour la démocratie, c'est de respecter la souveraineté du peuple tunisien et de la nation tunisienne.

Gouvernement Sarkozy, Union européenne, bas les pattes devant la Tunisie !

Les travailleurs de France et leurs organisations, à l'inverse, doivent être aux côtés de la jeunesse, des travailleurs avec leurs organisations, dont l'UGTT, du peuple tunisien.

La mobilisation du peuple tunisien doit rappeler à tous les puissants de ce monde qu'il faut craindre la révolte des peuples.

Les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant